

Les conclusions des activités ainsi organisées par l'institut sont communiquées au Ministre de l'Intérieur.

Art. 7. Le secrétariat de l'institut est assuré par le fonctionnaire dirigeant de l'Ecole royale de la Protection civile, assisté par le personnel de l'Ecole royale qu'il désigne.

CHAPITRE III. — *Dispositions financières*

Art. 8. Le mandat de président ou vice-président et de membre du conseil n'est pas rétribué.

Sauf en ce qui concerne les agents de l'Etat, dont les frais liés à l'accomplissement de leur mission sont indemnisés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, les experts visés à l'article 3, alinéa 2, peuvent obtenir le remboursement de leurs frais de parcours et de séjour conformément à la réglementation prévue pour les chargés de cours, les conférenciers et les membres des jurys d'examen dans l'arrêté royal du 16 avril 1974 instituant des cours de formation en matière de prévention et de lutte contre l'incendie.

Les experts susvisés ont droit à une allocation de F 1 500 par prestation horaire.

L'allocation est liée aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles fixées par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public; elle est rattachée à cet effet à l'indice-pivot 138,01.

Les experts qui habitent l'étranger peuvent obtenir le remboursement des dépenses de parcours et de séjour réellement effectuées par les intéressés, sur production d'un mémoire justificatif.

Art. 9. Le Ministre de l'Intérieur fixe, le cas échéant, le droit d'inscription aux activités organisées par l'institut.

Art. 10. Les frais de fonctionnement de l'institut sont à charge du budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique.

CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

Art. 11. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 29 juillet 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBCACK

F. 91 — 2455

5 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté royal relatif aux subventions octroyées à certaines communes à titre d'intervention dans le traitement des aspirants agents de police et des autres membres de la police communale qui prennent part à des formations professionnelles légalement obligatoires, considérées comme périodes d'activité de service

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 227;

Vu l'arrêté royal du 7 novembre 1983 relatif aux centres d'entraînement et d'instruction pour policiers communaux et gardes châteliers, modifié par l'arrêté royal du 18 mars 1987;

Vu l'arrêté royal du 13 juillet 1989 relatif à la formation et à la promotion aux grades d'inspecteur et d'inspecteur principal de police;

De conclusies van de door het instituut aldus georganiseerde activiteiten worden aan de Minister van Binnenlandse Zaken meegedeeld.

Art. 7. Het secretariaat van het instituut wordt waargenomen door de leidend ambtenaar van de Koninklijke School van de Civiele Bescherming, bijgestaan door het personeel van de school dat hij aanwijst.

HOOFDSTUK III. — *Financiële bepalingen*

Art. 8. Het mandaat van voorzitter of ondervoorzitter en van lid van de raad is onbezoldigd.

Behalve wat de rijksambtenaren betreft, wier kosten in verband met het vervullen van hun opdracht vergoed worden overeenkomstig de van kracht zijnde reglementaire bepalingen, kunnen de in artikel 3, tweede lid, bedoelde deskundigen de terugbetaling van hun reis- en verblijfkosten bekomen overeenkomstig de regeling bepaald voor de lesgesvers, voordrachthouders en leden van de examencommissie bij het koninklijk besluit van 16 april 1974 tot instelling van opleidingscursussen inzake brandvoorkoming- en bestrijding.

De hierboven bedoelde deskundigen hebben recht op een toelage van F 1 500 per uur-prestatie.

De toelage is gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijsen, overeenkomstig de regelen bepaald bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijsen van het Rijk worden gekoppeld; daartoe wordt zij gekoppeld aan de spilindex 138,01.

De deskundigen die in het buitenland wonen kunnen de terugbetaling verkrijgen van de werkelijk door de betrokkenen gemaakte reis- en verblijfkosten, na overlegging van een verantwoordingsmemorie.

Art. 9. De Minister van Binnenlandse Zaken stelt in voorkomend geval het inschrijvingsgeld voor de door het instituut georganiseerde activiteiten vast.

Art. 10. De werkingskosten van het instituut zijn ten laste van de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

Art. 11. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 29 juli 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBCACK

N. 91 — 2455

5 SEPTEMBER 1991. — Koninklijk besluit betreffende de aan bepaalde gemeenten toegekende subsidies als tegemoetkoming in de bezoldiging van de aspirant-politieagenten en andere leden van de gemeentepolitie die deelnemen aan de wettelijk verplicht gestelde beroepsopleidingen die met periodes van actieve dienst worden gelijkgesteld

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid op artikel 227;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 november 1983 betreffende de trainings- en opleidingscentra voor gemeentelijke politieagenten en veldwachters, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 juli 1989 betreffende de opleiding en de bevordering tot de graden van inspecteur en hoofd-inspecteur van politie;

Vu l'arrêté royal du 13 juillet 1989 relatif au brevet d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, délivré à certains membres de la police communale;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget donné le 26 août 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence, motivée par la nécessité de fixer au plus vite les règles d'octroi des subventions à certaines communes, à titre d'intervention dans le traitement des membres de la police communale qui ont pris part, durant l'année académique 1990-91, à des formations professionnelles légalement obligatoires et considérées comme périodes d'activité de service;

Considérant que les communes intéressées à solliciter ces subventions doivent pouvoir disposer du temps nécessaire pour préparer leur dossier de demande et l'introduire avant le 7 septembre 1991 auprès du Ministre de l'Intérieur;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le Ministre de l'Intérieur accorde aux communes, dans les limites des crédits budgétaires, une subvention à titre d'intervention dans le traitement des membres de la police communale qui prennent part à des formations professionnelles légalement obligatoires, et considérées comme périodes d'activité de service.

Art. 2. § 1^{er}. Pour bénéficier des subventions visées à l'article précédent, les communes doivent en faire parvenir la demande au Ministre de l'Intérieur avant le 7 septembre de chaque année.

§ 2. La subvention est accordée pour les membres de la police communale qui, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août de l'année en cours, ont été régulièrement inscrits, ont assisté régulièrement aux cours et ont participé aux examens clôturant l'un des cycles de formation suivants :

1^o Cours de formation pour aspirants agent de police et garde champêtre organisés, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté royal du 7 novembre 1983 relatif aux centres d'entraînement et d'instruction pour policiers communaux et gardes champêtres, par un centre d'entraînement et d'instruction agréé à cet effet par le Ministre de l'Intérieur;

2^o cours de formation pour l'obtention du certificat d'inspecteur de police organisés, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté royal du 13 juillet 1989 relatif à la formation et à la promotion aux grades d'inspecteur et d'inspecteur principal de police, par un centre d'entraînement et d'instruction agréé à cet effet par le Ministre de l'Intérieur;

3^o cours de formation pour l'obtention du brevet d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi organisés, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté royal du 13 juillet 1989 relatif au brevet d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi, délivré à certains membres de la police communale, par un centre d'entraînement et d'instruction agréé à cet effet par le Ministre de l'Intérieur.

Art. 3. Le Ministre dé l'Intérieur détermine annuellement, dans le courant du mois de septembre, en tenant compte des crédits inscrits à cet effet au budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique et du nombre d'élèves qui satisfont aux conditions énoncées à l'article 2, les montants forfaitaires des subventions qui seront octroyées par membre de la police communale, selon le cycle de formation suivi.

Art. 4. Les montants forfaitaires sont fixés à 50 % du coût salarial moyen d'un membre de la police communale durant sa formation, calculé de la façon suivante :

1^o Formation des aspirants agent de police et garde champêtre : 8/12 du traitement correspondant à une ancienneté pécuniaire égale à zéro dans l'échelle de traitement 1.50, fixée par l'arrêté royal du 25 juin 1990 fixant les dispositions générales relatives aux échelles de traitement du personnel provincial et communal, indexé au 1^{er} janvier de chaque année et augmenté de 26 % représentant les charges de sécurité sociale incomptant à la commune.

Gelet op het koninklijk besluit van 13 juli 1989 betreffende het brevet van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, uitgereikt aan sommige leden van de gemeentepolitie;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting van 26 augustus 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de noodzaak zo snel mogelijk de toekenningssregels vast te stellen voor subsidies aan bepaalde gemeenten als tegemoetkoming in de wedde van de leden van de gemeentepolitie die tijdens het academiejaar 1990-91 deelgenomen hebben aan wettelijk verplichte beroepsopleidingen die als periodes van actieve dienst beschouwd worden;

Overwegende dat de gemeenten die belang hebben bij het aanvragen van deze subsidies over de nodige tijd moeten kunnen beschikken om hun aanvraagdossier voor te bereiden en het voor 7 september 1991 in te dienen bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Minister van Binnenlandse Zaken kent, binnen de perken van de begrotingskredieten, aan de gemeenten een toelage toe als tussenkomst in de bezoldiging van de personeelsleden van de gemeentepolitie die deelnemen aan de wettelijk verplicht gestelde beroepsopleidingen die met periodes van actieve dienst worden gelijkgesteld.

Art. 2. § 1. Om van de in het vorige artikel vermelde toelagen te genieten dienen de gemeenten een aanvraag te doen toekomen aan de Minister van Binnenlandse Zaken voor 7 september van elk jaar.

§ 2. De toelage wordt toegekend voor de leden van de gemeentepolitie, die tussen 1 september van het voorgaande jaar en 31 augustus van het horende jaar regelmatig ingeschreven waren, regelmatig de lessen hebben bijgewoond en aan de afsluitende éxamens van één van de volgende cyclussen deelgenomen hebben :

1^o Opleidingscursussen voor aspirant politieagent en aspirant-veldwachter, georganiseerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 2 van het koninklijk besluit van 7 november 1983 betreffende de trainings- en opleidingscentra voor gemeentelijke politieagenten en veldwachters, door een te dien einde door de Minister van Binnenlandse Zaken erkend trainings- en opleidingscentrum;

2^o opleidingscursussen voor het behalen van het getuigschrift van inspecteur van politie, georganiseerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 2 van het koninklijk besluit van 13 juli 1989 betreffende de opleiding en de bevordering tot de graden van inspecteur en hoofdinspecteur van politie, door een te dien einde door de Minister van Binnenlandse Zaken erkend trainings- en opleidingscentrum;

3^o opleidingscursussen voor het behalen van het brevet van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, georganiseerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 2 van het koninklijk besluit van 13 juli 1989 betreffende het brevet van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, uitgereikt aan sommige leden van de gemeentepolitie, door een te dien einde door de Minister van Binnenlandse Zaken erkend trainings- en opleidingscentrum.

Art. 3. In de loop van de maand september bepaalt de Minister van Binnenlandse Zaken jaarlijks, rekening houdend met de kredieten die te dien einde ingeschreven zijn op de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en met het aantal leerlingen die aan de voorwaarden van artikel 2 voldoen, de forfaitaire bedragen van de toelagen die, naargelang van de gevulde opleidingscyclus, per lid van de gemeentepolitie zullen worden toegekend.

Art. 4. De forfaitaire bedragen worden vastgesteld op 50 % van de gemiddelde loonkost van een lid van de gemeentepolitie tijdens zijn opleiding, berekend op de volgende wijze :

1^o Opleiding van aspirant-politieagenten en aspirant-veldwachters : 8/12 van de wedde die met nul jaar geldelijke anciénniteit overeenstemt in weddeschaal 1.50, vastgesteld bij koninklijk besluit van 25 juni 1990 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de weddeschalen van het provincie- en gemeentepersoneel, geïndexeerd op 1 januari van elk jaar en vermeerderd met 26 % sociale zekerheidsbijdrage ten laste van de gemeente.

2^e Formation pour l'obtention du certificat d'inspecteur de police : 2,5/12 du traitement correspondant à une ancienneté pécuniaire égale à dix ans dans l'échelle de traitement 1.50bis, fixée par l'arrêté royal du 25 juin 1990 précité, indexé au 1^{er} janvier de chaque année et augmenté de 26 % représentant les charges de sécurité sociale incombant à la commune.

3^e Formation pour l'obtention du brevet d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi : 2,5/12 du traitement correspondant à une ancienneté pécuniaire égale à dix ans dans l'échelle de traitement 1.43 fixée par l'arrêté royal du 25 juin 1990 précité, indexé au 1^{er} janvier de chaque année et augmenté de 26 % représentant les charges de sécurité sociale incombant à la commune.

Art. 5. Les montants forfaitaires sont diminués si les crédits budgétaires s'avèrent insuffisants pour couvrir la somme totale des subventions qui seraient obtenues en multipliant lesdits montants par le nombre d'élèves.

Art. 6. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Woluwe-Saint-Lambert, le 5 septembre 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBACK

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET MINISTÈRE DES FINANCES**

F. 91 — 2456

11 JUILLET 1991. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 septembre 1883 contenant règlement d'administration générale de la police sanitaire des animaux domestiques

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux modifiée par la loi du 29 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 20 septembre 1883 contenant règlement d'administration générale de la police sanitaire des animaux domestiques, notamment le chapitre 13, modifié par les arrêtés royaux des 5 décembre 1952, 16 juin 1987 et 16 mai 1989;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1988 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que, conformément à l'arrêt de la Cour européenne de Justice du 5 juillet 1990, il est urgent de supprimer les autorisations obligatoires pour l'importation d'animaux vivants à partir des Etats membres de la Communauté économique européenne;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères, de Notre Ministre des Finances et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 47 de l'arrêté royal du 20 septembre 1883 contenant règlement d'administration générale de la police sanitaire des animaux domestiques, modifié notamment par les arrêtés royaux des 5 décembre 1952, 16 juin 1957 et 16 mai 1989 est remplacé par la disposition suivante :

* Article 47, § 1^{er}. L'importation et le transit d'animaux vertébrés vivants et d'animaux vivants des espèces invertébrées désignées par le Ministre de l'Agriculture sont soumis à la délivrance préalable d'une autorisation particulière ou générale par le Ministre de l'Agriculture ou par le fonctionnaire qu'il désigne à cet effet. Cette autorisation définit le cas échéant, les conditions particulières visées à l'article 49.

2^e Opleiding voor het behalen van het getuigschrift van inspecteur van politie : 2,5/12 van de wedde die overeenstemt met tien jaar geldelijke anciënniteit in weddeschaal 1.50bis, vastgesteld bij het voormalde koninklijk besluit van 25 juni 1990, geïndexeerd op 1 januari van elk jaar en vermeerderd met 26 % sociale zekerheidsbijdrage ten laste van de gemeente.

3^e Opleiding voor het behalen van het brevet van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings : 2,5/12 van de wedde die overeenstemt met tien jaar geldelijke anciënniteit in weddeschaal 1.43, vastgesteld bij het voormalde koninklijk besluit van 25 juni 1990, geïndexeerd op 1 januari van elk jaar en vermeerderd met 26 % sociale zekerheidsbijdrage ten laste van de gemeente.

Art. 5. Dé forfaitaire bedragen worden verminderd wanneer blijkt dat de begrotingskredieten onvoldoende zijn om het totale bedrag van de subsidies te dekken dat bekomen zou worden wanneer deze bedragen vermenigvuldigd worden met het aantal leerlingen.

Art. 6. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Sint-Lambrechts-Woluwe, 5 september 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBACK

**MINISTERIE VAN LANDBOUW
EN MINISTERIE VAN FINANCIEN**

N. 91 — 2456

11 JULI 1991. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 september 1883 houdende reglement van algemeen bestuur van de diergeeseskundige politie

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de diergeeseskundigewet van 24 maart 1987 gewijzigd bij de wet van 29 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 september 1883 houdende reglement van algemeen bestuur van de diergeeseskundige politie, inzonderheid op hoofdstuk 13, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 december 1952, 16 juni 1987 en 16 mei 1989;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de verplichte machtigingen voor invoer van levende dieren uit Lid-Staten van de Europese Economische Gemeenschap ingevolge het Arrest van het Europees Hof van Justitie van 5 juli 1990 dringend moeten worden afgeschaft;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken, Onze Minister van Financiën en Onze Staatssecretaris voor Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 47 van het koninklijk besluit van 20 september 1883 houdende reglement van algemeen bestuur van de diergeeseskundige politie, inzonderheid gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 december 1952, 16 juni 1987 en 16 mei 1989 wordt vervangen door de volgende bepaling :

* Artikel 47, § 1. De invoer in het land en de doorvoer van levende gewervelde dieren en van door de Minister van Landbouw aangeduide soorten levende ongewervelde dieren is onderworpen aan een voorafgaandelijke bijzondere of algemene machtiging afgegeven door de Minister van Landbouw of door de ambtenaar die hij daartoe aanduidt. Deze machtiging bepaalt desgevallend de bijzondere voorwaarden bedoeld bij artikel 49.